



LA NOUVELLE ÉCONOMIE : MYTHE OU RÉALITÉ ?

RAPPORT FINAL SUR LE PROJET DE L'OCDE
CONSACRÉ À LA CROISSANCE

RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE
AU NIVEAU MINISTÉRIEL
2001



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

© OCDE, 2001.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,
Service des Publications de l'OCDE,
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France.

LA NOUVELLE ÉCONOMIE : MYTHE OU RÉALITÉ ?

RAPPORT FINAL SUR LE PROJET
DE L'OCDE CONSACRÉ
A LA CROISSANCE

Résumé

RÉUNION DU CONSEIL DE L'OCDE
AU NIVEAU MINISTÉRIEL,
2001



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1^{er} de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays Membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971), la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973), le Mexique (18 mai 1994), la République tchèque (21 décembre 1995), la Hongrie (7 mai 1996), la Pologne (22 novembre 1996), la Corée (12 décembre 1996) et la République slovaque (14 décembre 2000). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

Also available in English under the title:
THE NEW ECONOMY: BEYOND THE HYPE
Final Report on the OECD Growth Project

© OCDE 2001

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, tél. (33-1) 44 07 47 70, fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508)750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, ou CCC Online : www.copyright.com. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Préface

A sa réunion de mai 1999, le Conseil au niveau des ministres a demandé à l'OCDE d'analyser les causes des disparités dans les performances de croissance des pays Membres et d'identifier les facteurs, les institutions et les politiques de nature à améliorer les perspectives de croissance à long terme. En réponse à cette demande, l'OCDE a lancé une étude biennale à laquelle ont participé trois Directions et un certain nombre de comités. Un premier rapport intitulé « *La nouvelle économie est-elle une réalité ?* » a été soumis aux ministres réunis au niveau du Conseil en juin 2000.

Ce résumé du Rapport final intitulé « *La nouvelle économie : mythe ou réalité ?* » tire les principales conclusions du projet biennal. Il complète le rapport de l'OCDE sur le développement durable, qui dégage les grandes orientations de l'action à mener pour concilier la croissance économique et les objectifs environnementaux. Une action cohérente et bien conçue dans ces deux domaines permettrait au développement économique, à la protection de l'environnement et au progrès social de se renforcer mutuellement. Ces deux rapports formulent au total un plan concret d'action pour les années à venir.

Introduction

Ce rapport rend compte des mutations structurelles de la croissance...

« *La nouvelle économie : mythe ou réalité ?* » analyse les causes des disparités dans les performances de croissance des pays de l'OCDE et en particulier l'accélération de la croissance tendancielle aux États-Unis et dans quelques autres économies de l'OCDE depuis une décennie. En se situant au-delà du cycle conjoncturel, le rapport s'intéresse aux mutations structurelles éventuelles qu'ont pu connaître les profils de croissance des économies de l'OCDE ces dernières années et examine leurs conséquences pour la politique économique.

... et des raisons pour lesquelles certaines économies de l'OCDE ont connu une croissance plus rapide que les autres

Cette approche conduit à étudier les sources de la croissance. Peut-on, par exemple, expliquer la forte progression du PIB irlandais par habitant cette dernière décennie par un simple phénomène de rattrapage ? Si oui, comment les États-Unis, déjà en tête pour le PIB par habitant, ont-ils pu prendre encore de l'avance dans les années 90 sur certains des grands pays de l'UE et se montrer encore plus performants que par le passé ?

Les nouvelles technologies sont l'un des facteurs entrant en ligne de compte, mais il ne faut pas exagérer leur rôle

Les technologies de l'information et des communications (TIC) sont l'un des principaux facteurs à l'origine de ces évolutions. Et pourtant, la croissance a été faible au Japon malgré l'importance du secteur du matériel informatique et s'est très fortement accélérée en Australie, où ce secteur est pratiquement inexistant. Comme pour toute nouvelle technologie, l'explosion des TIC cette dernière décennie a été très médiatisée. Le ralentissement actuel aux États-Unis a ramené le débat à plus de réalisme et mis fin à certains comportements économiques excessifs. Mais il serait faux de conclure que l'expérience récente des États-Unis ou d'autres pays dont la croissance potentielle

s'est améliorée n'a rien d'exceptionnel. En effet, les faits montrent que la structure des économies de l'OCDE a changé.

Ce rapport recense les mesures de nature à renforcer la croissance...

Ce rapport examine tout d'abord les faits, c'est-à-dire la croissance du PIB par habitant dans les pays de l'OCDE au cours de la dernière décennie. Il recense ensuite les principales mesures à prendre dans le nouvel environnement économique. Il est essentiel de se doter des bons fondamentaux pour que la croissance se matérialise. En même temps, pour augmenter la croissance dans le long terme, il faudrait renforcer l'action publique dans le domaine des TIC, du capital humain, de l'innovation et de la création d'entreprises.

... dans une stratégie cohérente basée sur des fondamentaux sains

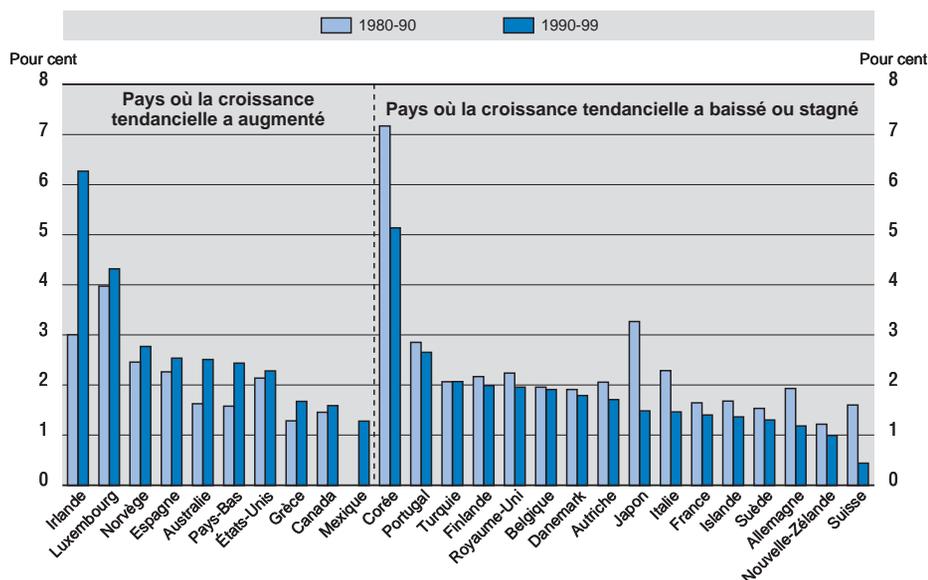
Les mesures préconisées dans ce rapport se renforcent mutuellement. Ceci est très important : on ne pourra tirer parti des nouvelles opportunités de croissance que par une stratégie cohérente dans laquelle les priorités dépendront de la situation et des circonstances propres à chaque pays.

Les profils de croissance dans la zone de l'OCDE

La croissance a été inégale dans la zone de l'OCDE durant les années 90

Trois pays de l'OCDE – l'Australie, l'Irlande et les Pays-Bas – ont connu une croissance tendancielle du PIB par habitant nettement plus forte au cours de la décennie passée que dans les années 80 (graphique 1). La croissance s'est améliorée également dans plusieurs autres pays. Parmi eux figurent les États-Unis, où la croissance tendancielle du PIB par habitant s'est fortement accélérée durant la deuxième moitié de la décennie. En revanche, la croissance du PIB par habitant s'est ralentie dans un grand nombre d'autres pays de l'OCDE, dont le Japon et une grande partie de l'Europe. Dans plusieurs pays, par exemple la Finlande, le Canada, la Grèce, l'Islande et la Suède, la croissance tendancielle ne s'est renforcée que dans la deuxième moitié de la décennie 90.

Graphique 1. **PIB par habitant : une croissance tendancielle inégale**
Ensemble de l'économie, variation en pourcentage en rythme annuel



La croissance tendancielle a été plus élevée dans les années 90 que dans les années 80 dans plusieurs pays : Australie, Canada, Espagne, États-Unis, Grèce, Irlande, Luxembourg, Mexique, Norvège et Pays-Bas. Elle a cependant diminué sensiblement en Italie, en Suisse, au Japon et en Corée. Dans certains pays, notamment les États-Unis, elle s'est accélérée durant l'ensemble des années 90.

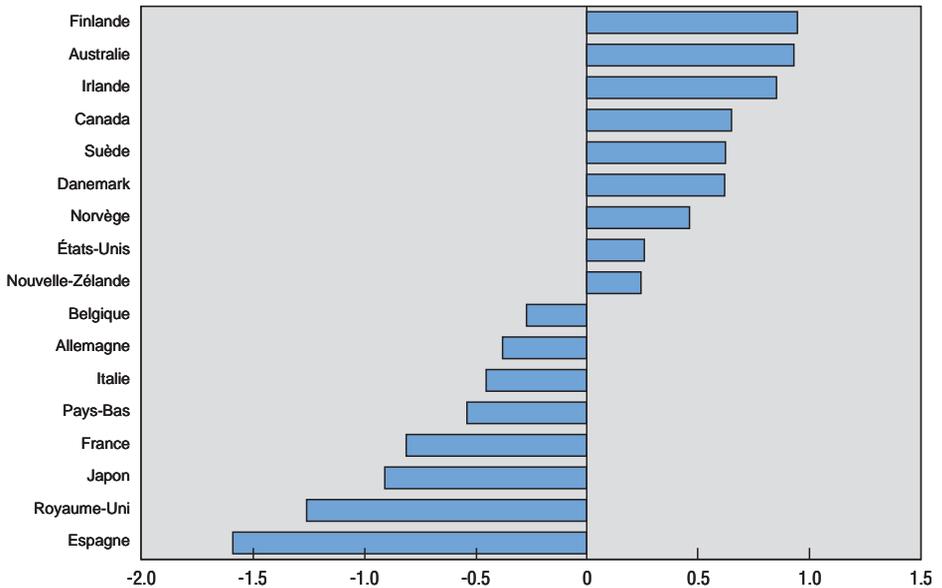
Les disparités de croissance ont plusieurs causes : les TIC, l'utilisation et les qualifications de la main-d'œuvre, et la productivité multi-factorielle

Ces disparités sont une réalité ; on ne peut les expliquer par des techniques différentes de mesure. Plusieurs facteurs ont contribué aux profils de croissance des années 90 :

- **Les nouveaux équipements, en particulier les TIC.** Les matériels et logiciels liés aux TIC ont constitué le secteur le plus dynamique de l'investissement dans les années 90, grâce à une baisse rapide des prix et à la multiplication des applications des TIC. Les investissements dans les TIC ont beaucoup plus contribué à la croissance entre 1995 et 1999 aux États-Unis que dans la plupart des autres pays.

- **Une utilisation plus large de la main-d'œuvre.** Dans la plupart des pays où la croissance du PIB par habitant s'est accélérée, l'emploi et la productivité du travail ont augmenté parallèlement.
- **Une main-d'œuvre de meilleure qualité.** Le niveau d'instruction et de qualification des travailleurs a augmenté dans la zone de l'OCDE et contribué à la croissance dans plusieurs pays Membres comme l'Italie et l'Espagne. Une main-d'œuvre de haute qualité est particulièrement importante pour pouvoir tirer parti des nouvelles technologies.

Graphique 2. **La croissance de la productivité multifactorielle (PMF) tendancielle s'est accélérée dans de nombreux pays**
Variation annuelle moyenne en pourcentage de 1980-90 à 1990-99



La croissance de la PMF s'est sensiblement accélérée entre les années 80 et les années 90 en Finlande, en Australie et en Irlande. Elle s'est fortement ralentie en Espagne, au Royaume-Uni et au Japon. La PMF correspond à la proportion de la croissance du PIB qui n'est pas expliquée par une utilisation accrue du travail et du capital. Aux Pays-Bas et en Espagne, la progression de la PMF a marqué le pas, mais la croissance du PIB par habitant s'est améliorée grâce à une utilisation accrue du travail et du capital.

- **Une plus grande efficacité dans l'utilisation combinée du capital et du travail, c'est-à-dire une productivité multifactorielle (PMF) en hausse.** La PMF s'est accélérée dans plusieurs pays de l'OCDE au cours des années 90 (graphique 2). Dans certains pays, dont les États-Unis et la Finlande, la croissance de la PMF reflète l'innovation rapide dans la production des TIC. Dans les nouvelles activités, la croissance de la PMF tient en partie aux jeunes entreprises, qui combinent plus efficacement le travail et le capital que les entreprises bien établies. La croissance de la PMF semble également liée à l'amélioration de l'efficacité dont s'accompagne l'utilisation des TIC lorsqu'elle est associée à un nouveau mode d'organisation et à un niveau de qualification plus élevé.

L'action des pouvoirs publics doit s'adapter aux nouveaux facteurs tout en renforçant les fondamentaux

Les mesures qui ont toutes les chances d'être les plus fructueuses à long terme sont celles qui intègrent les TIC, le capital humain, l'innovation et l'entrepreneuriat dans le processus de croissance, parallèlement à celles qui ont pour but d'accroître l'utilisation de la main-d'œuvre et l'investissement. Mais pour que ces mesures aient du succès, les pouvoirs publics doivent s'assurer que les fondamentaux (stabilité macroéconomique, ouverture et concurrence, ainsi que les institutions économiques et sociales) sont bien en place. Ces mesures sont présentées ci-après.

Mettre à profit les TIC

Les TIC transforment l'activité économique

Les TIC ont déjà largement contribué à la croissance ces dernières années, mais il est trop tôt pour déterminer l'ampleur des transformations qu'elles suscitent par rapport à d'autres innovations passées comme l'électricité. Ce qui importe, c'est que les pouvoirs publics veillent à mettre en place les mesures nécessaires pour tirer parti des avantages que les TIC peuvent offrir et pour limiter leurs éventuels effets négatifs.

La production de TIC n'est pas une condition nécessaire à l'accélération de la croissance

Les TIC sont importantes pour la croissance, mais l'existence d'un secteur producteur de TIC n'est pas une condition nécessaire. Certains pays de l'OCDE doivent en partie leur expansion à la production de matériels liés aux TIC, mais d'autres ont enregistré une faible croissance globale bien que leurs activités dans le secteur des TIC soient très développées. De fait, plusieurs pays caractérisés par une forte croissance de la productivité n'ont pas un secteur TIC de grande dimension. De plus, quelques pays seulement disposent de l'avantage comparatif nécessaire pour réussir dans la production de TIC. Ce qui est déterminant pour mettre à profit les TIC, c'est de mettre l'accent sur les mesures qui favorisent leur utilisation plutôt que leur production.

Une plus vive concurrence peut accroître la diffusion des TIC...

Si certains pays de l'OCDE se sont montrés lents à adopter les TIC, c'est faute d'une concurrence suffisante. La concurrence incite à accroître l'efficacité et à envisager de nouveaux modes d'activité industrielle ou commerciale, notamment par l'adoption de nouvelles technologies. Ce sont les États-Unis qui ont bénéficié le plus des TIC, car la concurrence y était déjà vive dans les années 80. La réforme de la réglementation et les mesures visant à réduire encore les obstacles aux échanges et à l'investissement sont essentielles pour abaisser le coût des TIC et faire adopter plus rapidement ces technologies.

... et il faut aller plus loin dans la libéralisation des télécommunications...

Les pays qui ont libéralisé assez tôt leur secteur des télécommunications connaissent des coûts de communication plus faibles et une plus large diffusion des TIC que ceux qui ont tardé à agir. Les monopoles pour les télécommunications ont presque tous disparu dans la zone de l'OCDE, mais l'opérateur qui détenait le monopole reste dominant dans un grand nombre de pays, ce qui contribue à maintenir des coûts élevés. De nouvelles mesures sont nécessaires si l'on veut que s'instaure une concurrence efficace.

... en particulier sur les marchés locaux...

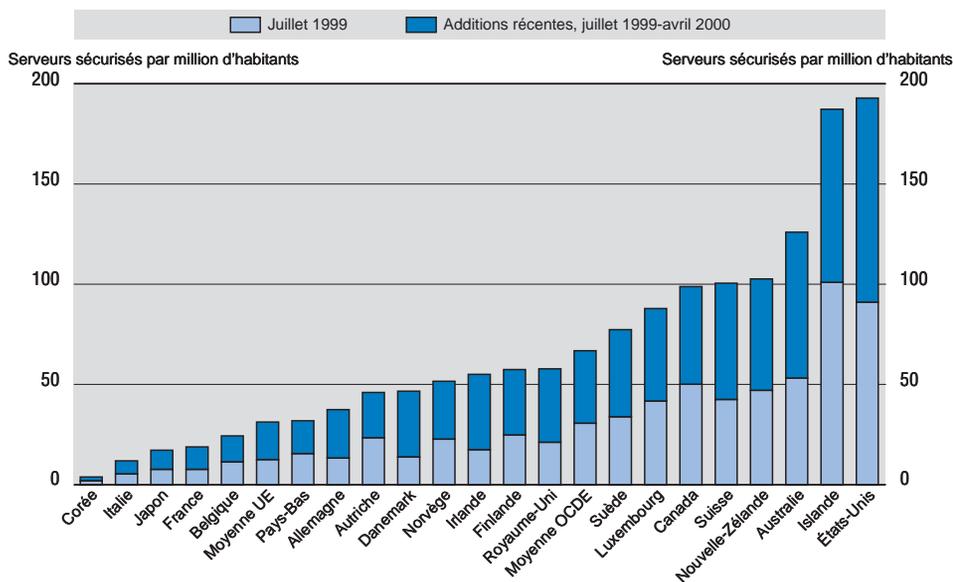
En 1999, les nouveaux entrants ne détenaient qu'une faible part des marchés locaux des télécommunications dans pratiquement tous les pays de l'OCDE. Le dégroupage, c'est-à-dire la dissociation du réseau local et des services qu'il permet de fournir, est indispensable pour stimuler la

concurrence sur les marchés locaux. La plupart des pays de l'OCDE procèdent actuellement à ce dégroupage, mais de nouvelles réformes réglementaires sont nécessaires pour promouvoir une concurrence efficace et créer les conditions propices aux investissements futurs.

... afin de faciliter le développement du commerce électronique

La concurrence devrait aboutir à la généralisation de l'accès à Internet non tarifé à la durée, l'utilisateur bénéficiant d'un accès illimité pour une somme forfaitaire. L'Australie, le Canada, les États-Unis, le Mexique et la Nouvelle-Zélande pratiquent ce système depuis un certain temps. De cette manière, l'utilisateur s'habitue à Internet, ce qui permet le développement du commerce électronique. Les pays où l'accès forfaitaire illimité est généralisé ont le plus souvent davantage de serveurs sécurisés (graphique 3).

Graphique 3. Le commerce électronique s'est développé rapidement dans quelques pays



Les pays qui affichaient en juillet 1999 le taux le plus élevé de diffusion de serveurs sécurisés – ces derniers sont codés pour garantir la sécurité des transactions en ligne – ont également enregistré la plus forte augmentation du nombre de nouveaux serveurs sécurisés depuis lors. Les pays où l'accès n'est pas tarifé à la durée (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis) figurent parmi ceux qui connaissent la plus forte pénétration de serveurs sécurisés, ce qui permet une plus large diffusion du commerce électronique.

Il faut veiller à la sécurisation et à la fiabilité d'utilisation des applications des TIC

Si l'on veut que le commerce électronique se développe en devenant un moyen rentable d'exercer une activité, il faut un environnement réglementaire et juridique adéquat, surtout dans les domaines du droit au respect de la vie privée, de la sécurité et de la protection des consommateurs. Les pouvoirs publics devraient coopérer avec les entreprises et les autres acteurs à la mise en place de cadres flexibles dans ces domaines.

L'administration électronique est une priorité

Les pouvoirs publics devraient eux-mêmes utiliser les applications des TIC pour accroître l'efficacité du secteur public. De nombreux gouvernements prennent des mesures à cet effet pour la perception de l'impôt, par exemple. Cela aurait de plus l'avantage de modifier les attitudes à l'égard de l'utilisation des TIC dans l'ensemble de la société.

Exploiter le potentiel de l'innovation et de la diffusion des technologies

Les pouvoirs publics doivent contribuer à la mise en place d'une économie plus innovante

A long terme, la croissance dépend de la mise en place et du bon fonctionnement d'un environnement propice à l'innovation et à l'utilisation des nouvelles technologies. Pour cela, il faut assurer la production de nouvelles connaissances, accroître l'efficacité des investissements publics dans l'innovation, améliorer les interactions entre les universités, les établissements de recherche et les entreprises et créer les incitations optimales à l'innovation.

Il faut des financements suffisants pour la recherche de base...

L'investissement privé dans la recherche de base a augmenté dans certains secteurs, mais l'essentiel de cette recherche doit encore être financé par les pouvoirs publics. Sans financements publics, l'innovation risque d'être compromise à l'avenir. Cette recherche devrait être financée au moyen de procédures d'appel à la concurrence comportant comme principaux critères l'excellence et le mérite scientifiques.

... et des aides publiques plus efficaces

Les aides publiques à l'innovation doivent être axées sur les domaines où les effets socio-économiques sont les plus bénéfiques et permettent de repousser la frontière technologique. Les partenariats entre le secteur public et le

secteur privé, les mécanismes concurrentiels de financement et une évaluation régulière des aides sont quelques-uns des moyens à mettre en œuvre pour que les financements soient plus efficaces et pour bien cibler les domaines d'action. Les pouvoirs publics doivent veiller à ne pas servir les intérêts en place et à ne pas évincer les nouvelles sources privées de financement comme le capital-risque.

Il faut améliorer les liens entre la science et l'industrie...

L'innovation s'appuie de plus en plus sur la recherche scientifique, en particulier dans les nouvelles activités comme les biotechnologies. Mais les liens entre la science et l'innovation ne se sont pas développés au même rythme dans tous les pays de l'OCDE (graphique 4). Dans de nombreux pays, une série d'obstacles empêchent la circulation des connaissances entre la science et l'industrie. L'un des problèmes majeurs est la faible mobilité des chercheurs entre ces deux secteurs. Les pratiques de l'université dans le domaine de la promotion des enseignants posent également problème, car elles ont tendance à favoriser l'ancienneté et les publications, et non l'innovation.

... mais aussi se montrer très attentif à certains risques si les aspects commerciaux prennent trop d'importance

Les différences dans le régime des droits de propriété intellectuelle pour la recherche publique peuvent également jouer un rôle. Une bonne façon de procéder consiste à accorder les droits de propriété intellectuelle à l'organisme qui a exécuté la recherche, tout en veillant à ce que les chercheurs eux-mêmes bénéficient d'une juste part des redevances qui seront perçues. Mais il faut aussi être bien conscient des risques : si les aspects commerciaux prennent trop d'importance, la qualité de la recherche et de l'enseignement scientifiques peut s'en ressentir.

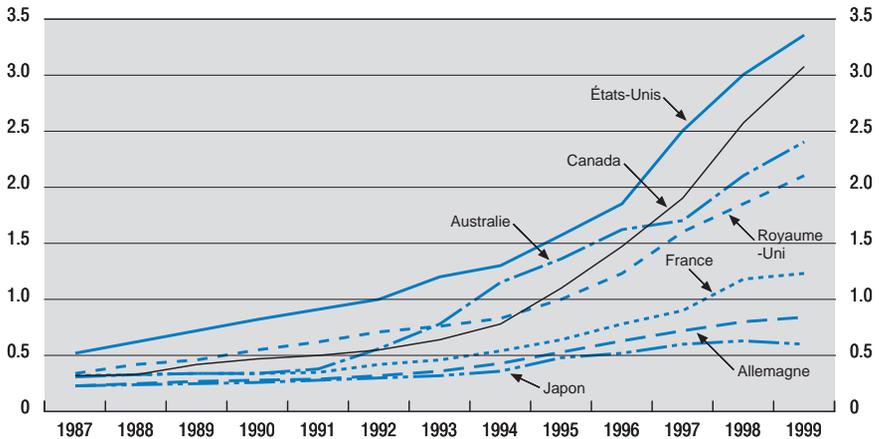
Le régime de propriété intellectuelle doit établir un équilibre entre la promotion de l'innovation et la diffusion des connaissances

Le régime de propriété intellectuelle se répercute également de plus en plus sur l'incitation à l'innovation. Les universités sont de plus en plus nombreuses à revendiquer leurs propres droits de propriété intellectuelle et les entreprises privées élargissent leurs droits de propriété intellectuelle à la recherche technologique à long terme. Il ne faut cependant pas que le régime de propriété intellectuelle soit trop extensif. Il doit continuer d'inciter à l'innovation, mais assurer également la diffusion des

connaissances fondamentales. Ce dilemme n'est pas facile à résoudre. Établir un équilibre suppose une coopération internationale, car les régimes de propriété intellectuelle restent différents d'un pays à l'autre de l'OCDE ; d'où une insécurité nuisible à l'innovation.

Graphique 4. Les liens entre la science et l'innovation se sont rapidement développés dans certains pays de l'OCDE

Nombre moyen de travaux scientifiques cités dans les brevets déposés aux États-Unis, par pays d'origine



Les brevets citent de plus en plus les conclusions de travaux de recherche scientifique parmi les principales sources d'innovation. Aux États-Unis, au Canada et en Australie, l'innovation est plus étroitement liée à la recherche scientifique qu'en France, en Allemagne et au Japon. Les différences de spécialisation des brevets et la langue n'expliquent pas les disparités : l'innovation dans des pays non anglophones tels que la Finlande, les Pays-Bas et la Suède s'appuie elle aussi de plus en plus sur les travaux de recherche scientifique effectués dans les pays concernés.

La coopération doit aller de pair avec la concurrence...

La coopération entre entreprises est de plus en plus importante pour l'innovation. Elle permet de partager les risques et facilite la diffusion des connaissances, mais peut aller à l'encontre des objectifs d'intensification de la concurrence. Les pouvoirs publics peuvent encourager la coopération au stade où la recherche n'est pas encore commerciale, tout en se montrant vigilants sur le plan de la concurrence.

**... et l'ouverture
aux connaissances
venant
de l'étranger**

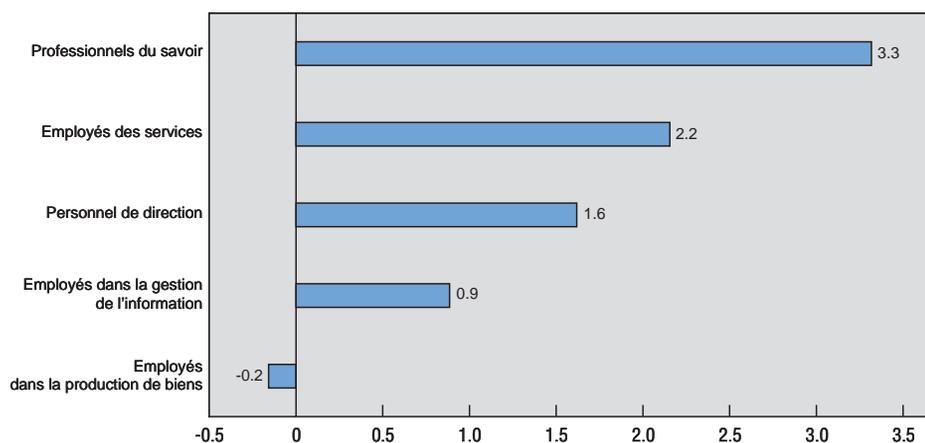
Le développement de la coopération internationale pour l'innovation appelle plus d'ouverture aux connaissances venant de l'étranger et un réexamen des politiques dans les pays qui cherchaient à créer des champions nationaux pour parvenir à une situation d'autosuffisance dans le domaine scientifique et technologique.

Renforcer le capital humain et réaliser son potentiel

**Les nouvelles
technologies ont
renforcé le rôle
du capital humain
dans la croissance**

L'investissement en capital humain est bon pour la croissance, surtout dans le contexte d'un rythme rapide de changement technologique : pour que les TIC soient utilisées efficacement et que les effets bénéfiques des nouvelles technologies se concrétisent, il faut se doter des qualifications et des compétences nécessaires. La demande d'emplois à forte intensité de savoir a considérablement augmenté (graphique 5) et l'on voit apparaître des pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

Graphique 5. L'importance grandissante de l'emploi à forte intensité de savoir
Croissance de l'emploi par groupe d'occupations dans certains pays de l'OCDE,
pourcentage annuel moyen de variation, 1992-1999



Dans tous les pays de l'OCDE couverts par le graphique (États-Unis et pays de l'UE), le travail requiert des qualifications de plus en plus élevées. L'emploi à forte intensité de savoir (scientifiques, ingénieurs, spécialistes des TIC, etc.) a augmenté beaucoup plus vite que les autres types d'emploi.

On ne pourra améliorer le capital humain sans un solide enseignement de base...

Il faut mettre en place une stratégie d'ensemble pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, comme cela a été rappelé par les ministres de l'Éducation de l'OCDE lors de la réunion d'avril 2001. Cela suppose tout d'abord un enseignement de base solide, et notamment des dispositifs d'accueil et d'éducation de la petite enfance. Une stratégie résolue est nécessaire pour relever le taux d'achèvement des études dans le deuxième cycle du secondaire (dans de nombreux pays, plus d'un cinquième des jeunes de chaque cohorte sont sous-qualifiés à la sortie du système éducatif formel). Ce sont là des mesures efficaces, qui évitent plus tard des interventions plus coûteuses. Il est également très utile d'agir en faveur des catégories désavantagées et de réduire les inégalités éducatives. Il faut en outre s'attaquer au problème de la pénurie croissante d'enseignants qualifiés, ce qui signifiera inévitablement, dans de nombreux cas, une rémunération plus compétitive.

... un meilleur passage de l'école à la vie active...

Il faut prêter davantage attention au passage de l'école et à la vie active. Comme le montre l'expérience de l'Allemagne, de l'Autriche, du Danemark et de la Suisse, un système « dual » d'apprentissage peut donner de bons résultats pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Mais d'autres systèmes peuvent également être efficaces : c'est ainsi que l'Australie et la Suède ont renforcé le volet professionnel de la scolarité. Pour que ces dispositifs fonctionnent bien, il est essentiel de répartir les responsabilités entre les établissements scolaires, les bénéficiaires d'une formation et les employeurs. Il faut en particulier mettre en place des régimes de cofinancement au moyen de subventions publiques, les jeunes en formation percevant une rémunération inférieure à celle des adultes et l'employeur étant soumis à un contrôle de qualité.

... des liens plus étroits entre l'enseignement supérieur et le marché du travail...

Les liens entre l'enseignement supérieur et le marché du travail doivent être renforcés. A cette fin, on peut développer les formations courtes à plus forte orientation professionnelle. Il est également très utile d'ouvrir davantage les établissements d'enseignement supérieur aux travailleurs adultes qui doivent actualiser leurs compétences,

comme le montre l'expérience de l'Australie. Enfin, le rapport coût-efficacité se trouverait amélioré si l'on faisait jouer davantage les incitations financières reposant sur les résultats des établissements d'enseignement.

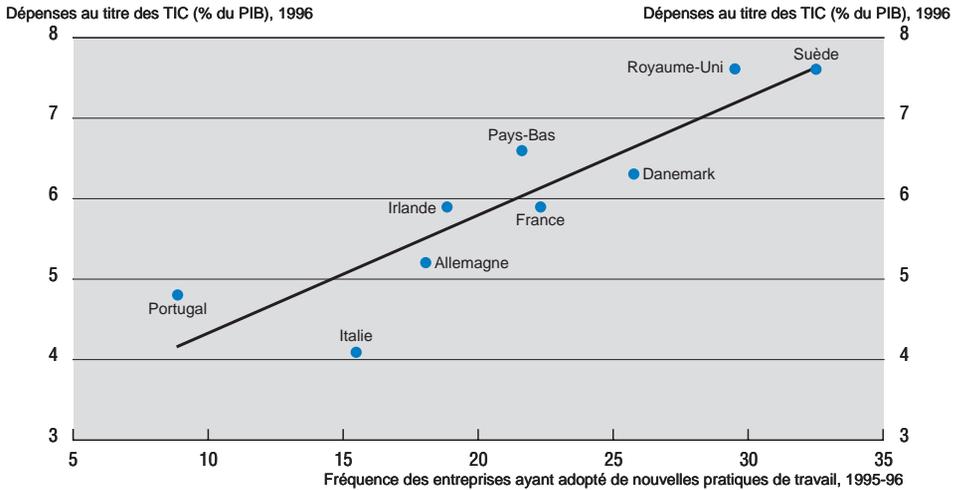
..et des dispositifs efficaces de formation, comme les comptes-formation

Multiplier les possibilités de formation est une bonne mesure pour la productivité et pour l'employabilité. Mais les entreprises et les individus peuvent ne pas investir suffisamment dans la formation. Pour remédier à cette situation, il faut mieux cibler les dispositifs, reconnaître davantage les compétences acquises dans le cadre d'une formation institutionnalisée ou non institutionnalisée et ne pas pénaliser fiscalement les investissements des entreprises dans le capital humain de leurs salariés. Les comptes-formation individuels, que les travailleurs gèrent et dépensent eux-mêmes, comptent parmi les innovations qui pourraient offrir une véritable possibilité d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Il faut modifier les modes de travail

Il ne suffit pas d'améliorer les qualifications ; il s'agit aussi d'utiliser efficacement le capital humain et améliorer ses interactions avec les nouvelles technologies (graphique 6). D'où la nécessité d'une réorganisation du travail, puisque les entreprises qui mettent en place de nouveaux modes de travail comme la participation des salariés, la déhiérarchisation des structures d'encadrement et de gestion et le travail en équipe enregistrent généralement plus de gains de productivité que les autres entreprises. Il est indispensable à cet égard de faire participer davantage les travailleurs au processus de changement et, dans certains pays, de renforcer les institutions de coopération entre les salariés et la direction. Cette évolution appelle une modernisation des systèmes traditionnels de négociation collective et de rémunération des salaires. Il faut aussi que la réglementation ménage plus de flexibilité pour l'horaire de travail, ce qui permettrait à de nouvelles formes de travail de voir le jour.

Graphique 6. **Nouvelles méthodes de travail et investissements en TIC**



La pénétration des TIC et la réorganisation du travail sont indissociables. Sur le graphique, la réorganisation du travail est mesurée par la fréquence des nouvelles pratiques (travail en équipe, dispositifs de rotation d'emplois, participation des salariés, réduction des niveaux hiérarchiques, etc.). La Suède et le Royaume-Uni, où la pénétration des TIC est forte, sont également les pays où l'adoption de nouvelles méthodes de travail est la plus répandue.

En réduisant la fracture numérique et en comblant le fossé du savoir, on renforcerait le potentiel de croissance

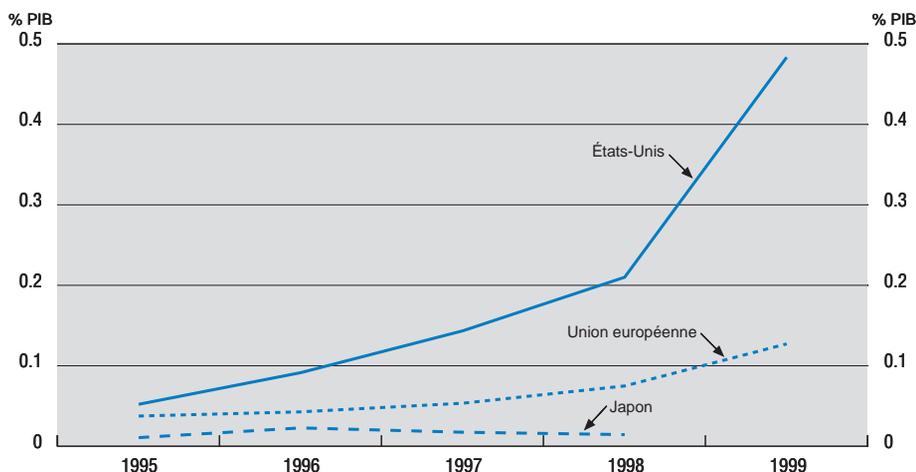
L'inégalité dans l'accès aux nouvelles technologies et dans l'apprentissage de leur utilisation est extrêmement préoccupante pour des raisons évidentes d'équité. De plus, réduire la fracture numérique serait bénéfique pour la croissance, puisque l'un des principaux avantages des TIC réside dans les effets bénéfiques potentiels du réseau qu'elles créent. Plus les utilisateurs sont nombreux, plus la valeur du réseau s'accroît. Les réformes des mécanismes du marché qui ont pour but d'abaisser le coût des nouvelles technologies faciliteront l'accès des catégories défavorisées et des populations qui résident dans des zones excentrées. On pourra ainsi combler le fossé. Mais se doter d'ordinateurs n'est pas suffisant ; il faut intégrer les nouvelles technologies à l'école et accroître l'offre d'enseignants qualifiés.

Favoriser la création d'entreprises et l'entrepreneuriat

Les jeunes entreprises stimulent de plus en plus la croissance de la productivité

Les jeunes entreprises qui opèrent dans les TIC et d'autres nouvelles technologies se montrent de plus en plus innovantes et elles contribuent de plus en plus à la croissance de la productivité depuis quelques années. Le niveau des créations d'entreprises est très variable d'un pays à l'autre et beaucoup plus élevé aux États-Unis qu'au Japon ou en Europe. Il est donc fondamental d'instaurer un climat propice à la création d'entreprises et à leur expansion.

Graphique 7. **Capital risque investi dans les « start-ups » en pourcentage du PIB, 1995-99**



Le capital-risque investi dans les « start-ups » est supérieur en pourcentage du PIB et s'accroît bien plus rapidement aux États-Unis que dans les deux autres grandes régions de l'OCDE.

Éliminer les contraintes qui pèsent sur le capital-risque est une priorité

L'un des obstacles à la création d'entreprises innovantes est le manque de financements. Les jeunes entreprises innovantes ont toutes les chances d'être moins nombreuses dans les pays qui n'ont pas une culture bien établie du capital-risque. Or, tous les pays de l'OCDE n'ont pas développé le capital-risque au même degré (graphique 7). En fait, la plupart des pays de l'OCDE doivent

encore éliminer les réglementations qui empêchent ou découragent certaines catégories d'investisseurs, comme les organismes de retraite et les sociétés d'assurance, d'investir dans le capital-risque. Il faut également mettre fin aux réglementations qui empêchent le développement des marchés de valeurs mobilières, et notamment des nouveaux marchés grâce auxquels les entrepreneurs et les investisseurs qui interviennent à un stade précoce dans des projets risqués peuvent être récompensés de leurs efforts.

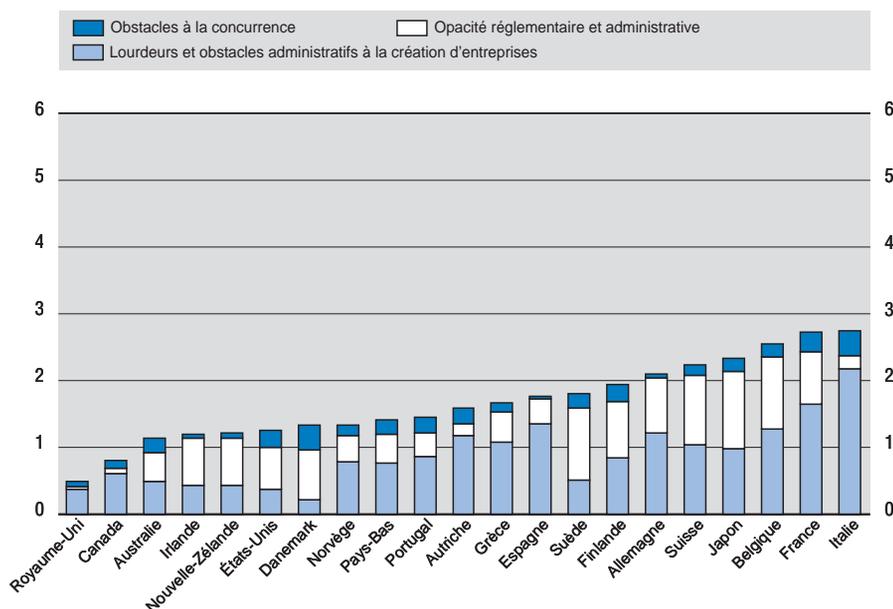
***Supprimer
les obstacles
administratifs
et revoir le régime
de faillite***

Les réglementations en matière d'enregistrement des entreprises qui sont trop lourdes, d'une complication inutile ou trop longues découragent la création d'entreprises dans un certain nombre de pays (graphique 8). De plus, au stade de la création et de la gestation, les entreprises peuvent être également soumises à des procédures fiscales et à des formalités administratives disproportionnées. On a entrepris ces derniers temps d'atténuer ces obstacles, ou des mesures à cet effet sont en préparation, mais il reste beaucoup à faire. L'entrepreneur potentiel peut être dissuadé devant les coûts et les difficultés – du point de vue administratif et culturel – qu'il doit supporter en cas d'échec. Les coûts excessifs en cas de faillite et d'insolvabilité posent problème en particulier dans plusieurs pays en ce qu'ils réduisent la possibilité d'une deuxième chance pour l'entrepreneur. Revoir les réglementations dans ces domaines doit être une priorité.

***Réexaminer
les autres
réglementations
qui affectent
la création
d'entreprises
et la cessation
d'activité***

Les pays doivent également veiller à ce que leur système fiscal soit neutre à l'égard des nouvelles formes de rémunération comme l'attribution de stock-options aux salariés, très répandue dans les jeunes entreprises. Il faut également évaluer les dispositifs publics qui ont parfois abouti à la subvention d'entreprises non viables, afin de les rationaliser ou de mettre fin à ceux dont le bien-fondé et l'efficacité sont contestables.

Graphique 8. Les obstacles à l'entrepreneuriat varient d'un pays à l'autre
Données de 1998



Dans la plupart des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, ce sont les obstacles administratifs qui entravent le plus la création d'entreprises. L'échelle des indicateurs va de 0 à 6, du moins restrictif au plus restrictif. Depuis 1998, un grand nombre de pays ont procédé à des réformes. En ce qui concerne les progrès accomplis dans certains de ces pays (et notamment pour une mise à jour de ces indicateurs), on pourra se reporter aux Examens de la réforme de la réglementation de l'OCDE.

L'enseignement et la formation peuvent susciter une attitude positive à l'égard de l'entrepreneuriat

L'éducation et la formation ont un rôle clé à jouer dans la création d'attitudes positives à l'égard de l'entrepreneuriat et la mise en place des compétences de gestion qui sont nécessaires. On pourrait concevoir des dispositifs rassemblant les formateurs, les universités, les écoles de commerce, les entreprises et les investisseurs privés pour recenser les pratiques optimales et proposer de nouveaux programmes d'études.

Se doter des bons fondamentaux

La nouvelle économie doit s'appuyer sur des fondamentaux sains

L'action dans le domaine des TIC, du capital humain, de l'innovation et de la création d'entreprises ne peut réussir que dans un cadre économique et social stable. Les mesures évoquées ci-dessus sont intimement liées et interdépendantes. Mais les pays qui sont parvenus à élever leur potentiel de croissance ont tiré parti du nouvel environnement économique parce qu'ils s'étaient dotés des bons fondamentaux.

Une politique macroéconomique stable est essentielle...

Une politique macroéconomique stable est fondamentale, car c'est grâce à elle que le changement économique peut se traduire par une plus forte croissance du PIB par habitant. La discipline budgétaire et la faible inflation des années 90 ont contribué à accroître l'épargne nationale, en atténuant l'incertitude et en améliorant l'efficacité des mécanismes de prix dans l'allocation des ressources. Ces politiques saines doivent bien sûr être maintenues. Pourtant, il ne faut pas négliger les dépenses publiques prenant la forme d'investissements à haut rendement en capital physique et humain, ce qui peut amener à une réallocation des dépenses. Il faut garder à l'esprit qu'une trop forte pression fiscale pour financer les dépenses publiques peut gravement compromettre la croissance.

... de même que l'ouverture aux échanges, à l'investissement et aux idées nouvelles

L'expansion des marchés mondiaux est l'un des principaux facteurs qui ont favorisé l'innovation technologique et la croissance de la productivité. La poursuite de l'ouverture des économies aux échanges et aux capitaux internationaux est cruciale pour la croissance, étant entendu qu'il faut constamment adapter les réglementations et les pratiques à l'évolution de l'environnement mondial. L'ouverture n'est pas seulement une question de marchés : c'est aussi une question de culture et de disposition au changement. Ce qui est essentiel dans les économies innovantes et dynamiques, c'est que les idées et les connaissances soient transférées et partagées entre les agents économiques.

**Des marchés
et des institutions
qui fonctionnent
bien stimulent
le changement...**

Le bon fonctionnement des marchés et des institutions, aussi bien pour les produits que pour les activités financières et le travail, est essentiel en période de changement technologique, et contribue aussi à la stabilité macroéconomique. Or :

- Dans plusieurs pays, les pouvoirs publics appliquent des mesures de contrôle des prix qui interfèrent largement avec la concurrence, ce qui retarde la croissance de la productivité, en particulier en ralentissant l'adoption des nouvelles technologies. L'élimination de ces obstacles reste l'une des principales tâches à accomplir.
- Dans le secteur financier, les marchés et les institutions d'un grand nombre de pays doivent évoluer de manière à ne pas être exclusivement axés sur l'accumulation de biens matériels dans les grandes entreprises stables et les activités bien établies. Une plus grande transparence dans les informations et les résultats communiqués par les entreprises, se conjuguant à une meilleure protection des investisseurs, permettrait de mobiliser davantage de financements en faveur de projets plus risqués, plus novateurs et plus rémunérateurs.
- Les institutions du marché du travail jouent un rôle clé pour faire en sorte que les travailleurs affectés par le changement structurel bénéficient des aides et des incitations dont ils ont besoin pour retrouver un emploi et se recycler. Ceci a été souligné dans l'*Étude de l'OCDE sur l'emploi* et, dans de nombreux pays, il reste beaucoup à faire pour réformer ces institutions et également les réglementations qui entravent la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs.

**... et permettent
le partage
des fruits
de la croissance
à l'ensemble
de la population**

Il faudrait que les fruits de la croissance soient partagés au bénéfice de l'ensemble de la population. Pour ce faire, l'un des meilleurs moyens est d'accroître la participation au marché du travail. Des mesures actives plus efficaces comme les dispositifs d'aide à la recherche d'emploi et d'orientation peuvent y contribuer. De même, les mesures de valorisation du travail, comme le crédit d'impôt accordé au Royaume-Uni aux familles qui travaillent, peuvent encourager les travailleurs potentiels à exercer une activité, ayant ainsi des effets positifs sur la

productivité et la croissance. En bref, une protection sociale efficace est importante non seulement du point de vue des inégalités mais aussi pour le rôle qu'elle peut jouer dans le renforcement de la croissance.

Conclusions

Les TIC ont abouti à un nouvel environnement économique et social...

Les gouvernements se trouvent aujourd'hui confrontés à un nouvel environnement économique. Les TIC se sont hissées au rang de technologies clés à même de transformer l'activité économique et sociale, et elles ont accéléré la croissance dans les pays où les conditions de stabilité macroéconomique étaient en place. On ne peut pas encore savoir quelle sera l'ampleur de ces mutations par rapport à celles dont se sont accompagnées des innovations passées comme l'électricité. Il n'en demeure pas moins que les pouvoirs publics doivent agir pour que l'ajustement soit bien géré et pour que le coût social soit faible. Tous les gouvernements peuvent faire en sorte que ces nouvelles technologies soient mieux exploitées, en accélérant leur diffusion, en mettant en place les qualifications nécessaires et en instaurant la confiance.

... mais elles n'ouvriront pas par elles-mêmes la voie à une plus forte croissance

Toutefois, les TIC ne sont qu'un facteur parmi ceux qui expliquent les disparités de croissance, et les mesures en faveur de ces technologies ne permettront pas par elles-mêmes d'ouvrir la voie à une plus forte croissance. En effet, la croissance n'est pas le résultat d'une seule politique ou institution. Elle est le fruit d'un ensemble d'actions coordonnées touchant pratiquement tous les domaines de l'action publique qui sont susceptibles de créer les conditions les plus propices aux mutations et aux innovations futures. Plus que jamais, cela suppose qu'on améliore la qualité du capital humain et qu'on réponde aux demandes évolutives des travailleurs et de la collectivité dans son ensemble. Il faut aussi ménager plus de latitude à tous ceux qui veulent prendre des risques pour qu'ils puissent exploiter les nouvelles possibilités industrielles et commerciales qu'engendre le changement économique. Dans le même temps, l'importance des fondamentaux doit être soulignée : une saine gestion macroéconomique est

plus que jamais à l'ordre du jour. De plus, l'ouverture aux échanges, aux investissements et aux idées ainsi que de solides institutions jouent sans doute à l'heure actuelle un rôle encore plus crucial.

***Il faudra du temps
pour créer
une économie
plus dynamique...***

On trouvera ci-après un résumé des principales recommandations formulées dans ce rapport. Pour relever ces défis, les gouvernants devront être prêts à investir en temps et en capital politique. Un grand nombre des pays qui ont obtenu une croissance plus forte dans les années 90 ont recueilli les fruits de leurs efforts passés, et en particulier de leurs réformes macroéconomiques et structurelles de la décennie 80. Face à une innovation dont le rythme peut être rapide, il faudra parfois plusieurs années pour mettre en place l'environnement dynamique où elle pourra s'épanouir, et encore plus de temps pour qu'elle donne des résultats.

***... et il faudra
traiter
en profondeur
un ensemble
de nouvelles
questions***

Les pouvoirs publics devront également étudier de plus près toute une série de questions complexes qui n'ont pas encore été résolues. Nos connaissances sont lacunaires quant à l'impact éventuel du nouvel environnement économique sur le profil et la durée du cycle conjoncturel. Il serait utile à cet égard d'examiner soigneusement le ralentissement actuel aux États-Unis et l'évolution de la productivité dans les deux années à venir. Les perspectives de croissance seront également fonction du degré auquel d'autres innovations comme les biotechnologies influenceront sur le système économique et il faudra approfondir l'analyse du rôle joué par le capital humain et social. D'autres changements auront également des répercussions, notamment le vieillissement démographique dans la zone de l'OCDE et les migrations internationales. Il sera donc essentiel de mieux cerner la capacité d'adaptation au changement de nos sociétés.

Recommandations principales

Même si les priorités de politique économique varient selon les pays, « *La nouvelle économie : mythe ou réalité* » propose aux gouvernements d'adopter une stratégie cohérente pour la croissance qui englobe un grand nombre de domaines de l'action publique et comporte les actions suivantes :

1. **Se doter des bons fondamentaux économiques et sociaux** en préservant la stabilité macroéconomique, en favorisant l'ouverture, en améliorant le fonctionnement des marchés et des institutions et en s'attaquant aux conséquences redistributives du changement.
2. **Faciliter la diffusion des TIC** en intensifiant la concurrence dans les télécommunications et les technologies, en renforçant la confiance et en menant une action prioritaire dans le domaine de l'administration électronique.
3. **Favoriser l'innovation** en donnant une plus haute priorité à la recherche fondamentale, en faisant en sorte que le financement public de la R-D soit plus efficace et en facilitant la circulation des connaissances entre la science et l'industrie.
4. **Investir dans le capital humain** en renforçant l'enseignement et la formation, en conférant plus d'attrait à la profession enseignante, en améliorant les liens entre l'enseignement et le marché du travail et en adaptant les institutions de ce marché aux nouveaux modes de travail.
5. **Stimuler la création d'entreprises** en améliorant l'accès aux financements à haut risque, en allégeant les formalités administratives et en suscitant une attitude positive à l'égard de l'entrepreneuriat.

Recommandations détaillées du rapport principal

« La nouvelle économie : mythe ou réalité ? »

Les recommandations suivantes doivent être envisagées comme faisant partie d'une stratégie globale. Aucun des cinq domaines ci-dessous ne doit être pris isolément ; il doit s'inscrire dans un ensemble de mesures qui se renforcent mutuellement pour promouvoir la croissance.

1. Mettre en place les bons **fondamentaux** économiques et sociaux constitue un élément essentiel de la stratégie globale en faveur de la croissance :

- **Préserver la stabilité macroéconomique** : Poursuivre ou renforcer la discipline budgétaire et maintenir l'inflation à un bas niveau, afin de réduire l'incertitude, d'accroître l'efficacité économique et de libérer des ressources en vue d'investissements privés à haut rendement.
- **Favoriser l'ouverture** : Réduire les obstacles à la concurrence et maintenir une politique d'ouverture aux échanges et aux investissements internationaux, afin de diminuer les coûts, d'améliorer la normalisation internationale et de promouvoir le commerce électronique. L'ouverture est fondamentale pour favoriser la diffusion des idées et du savoir à travers le monde.
- **Faire en sorte que les systèmes financiers contribuent davantage à l'innovation** : Mettre en œuvre des réformes visant à la fois à une plus grande transparence des entreprises et à une meilleure protection des investisseurs, afin de favoriser les investissements et les activités axés sur l'innovation.
- **Mobiliser la main-d'œuvre** : Réformer les dispositifs institutionnels de telle manière que de nouvelles possibilités d'emploi se créent dans l'ensemble de l'économie, en encourageant la mobilité et en aidant les travailleurs touchés par le changement structurel.
- **Prendre en compte les conséquences redistributives du changement structurel** : Faire en sorte que les mesures concernant le marché du travail et les politiques sociales soient plus efficaces pour l'insertion, sur le marché de l'emploi, des travailleurs potentiels. S'assurer que les fruits de la croissance soient partagés par tous.

2. Si l'on doit éviter les superlatifs à propos des nouvelles technologies, il n'en est pas moins vrai que les **TIC** constituent une technologie habilitante qui transforme l'activité économique. Les gouvernements devraient accorder toute l'attention qu'ils méritent à ces précurseurs de la croissance et du changement économique :

- **Cibler les politiques de façon à développer l'utilisation des nouvelles technologies** : Avoir un secteur producteur peut encourager la croissance, mais ne constitue pas une condition nécessaire. Développer un secteur TIC peut être coûteux et n'induit pas nécessairement une croissance économique plus rapide. Ce qui compte davantage c'est la manière dont les TIC sont utilisées pour améliorer la productivité et l'innovation.
- **Intensifier la concurrence et poursuivre la réforme de la réglementation dans le secteur des télécommunications afin d'amplifier la diffusion des TIC** : L'amélioration des conditions d'accès aux infrastructures de communication locales est particulièrement importante et exigera des politiques efficaces visant à dégroupier la boucle locale et à mettre en place des cadres d'interconnexion. Ces politiques contribueront de surcroît à élargir l'accès aux services de communication à haut débit.
- **Instaurer une concurrence suffisante sur les marchés des équipements et des logiciels pour faire baisser les coûts** : La mise en place de politiques de la concurrence efficaces, la réduction des obstacles aux échanges et aux investissements internationaux et l'élaboration de régimes de propriété intellectuelle nationaux et internationaux jouent un rôle important dans ce contexte.
- **Créer un climat de confiance pour l'utilisation des TIC par les entreprises et les consommateurs** : Les gouvernements doivent continuer de coopérer avec les entreprises et la société civile et de fournir des orientations en vue de créer des cadres réglementaires flexibles couvrant la confidentialité, la sécurité et la protection des consommateurs, de façon que les applications des TIC, notamment l'Internet, deviennent sûres et fiables.
- **Faire de l'administration électronique une priorité** : Le lancement des appels d'offres, le recouvrement de l'impôt ou les commandes de biens en ligne sont à même d'accroître l'efficacité administrative et d'affermir la confiance du public dans les applications des TIC.

3. Les responsables gouvernementaux devraient voir plus loin que l'actuel mouvement de progrès technologique et s'employer à encourager un **climat propice à l'innovation** dans lequel la nouvelle croissance peut fructifier :

- **Donner une plus grande priorité à la recherche fondamentale, faute de quoi l'innovation future sera compromise** : Les crédits à cet effet doivent être accordés en faisant jouer la concurrence et privilégier particulièrement l'excellence et le mérite scientifiques.

- **Améliorer l'efficacité des crédits publics aux activités d'innovation** : Les crédits publics doivent être centrés sur les domaines susceptibles d'avoir d'importantes retombées économiques ou sociales positives, et qui ne sont pas contrôlés par des groupes d'intérêts établis. La constitution de partenariats public/privé peut aider à partager les coûts et renforcer l'effet de levier des crédits publics. Il est important que ces partenariats se fassent conformément aux règles de la concurrence, la création de consortiums permettant d'éviter que les gouvernements n'apportent leur soutien qu'à une seule entreprise qu'ils considèrent comme la mieux placée.
- **Faire plus largement jouer la concurrence pour l'octroi des crédits et développer l'évaluation pour soutenir la recherche publique** : L'aide aux établissements de recherche demeure importante, mais il est nécessaire de faire jouer la concurrence pour l'octroi des moyens de financement et de procéder à des évaluations systématiques pour améliorer la qualité de la recherche et cibler les efforts sur les domaines présentant le plus d'intérêt.
- **Relever les nouveaux défis qui se posent en matière de propriété intellectuelle** : Les gouvernements devraient veiller à ce que les régimes concernant les droits de propriété intellectuelle applicables à la recherche financée par crédits publics permettent tout à la fois la diffusion des connaissances entre les institutions de recherche et leur application par le secteur privé. Réaliser un équilibre dans ce domaine nécessite une coopération internationale.
- **Lever les obstacles et les réglementations qui limitent une interaction efficace entre les universités, les entreprises et les laboratoires publics** : Pour augmenter le flux de savoir et de travailleurs entre la science et l'industrie, les gouvernements doivent examiner les règles et réglementations qui freinent la mobilité des chercheurs du secteur public ou limitent les liens institutionnels entre les organisations publiques et privées. Il faut aussi encourager une plus grande ouverture aux sources de connaissance étrangères.

4. Si l'on veut assurer le succès des stratégies mises en œuvre pour accélérer la croissance, par le biais des TIC ou de toute autre nouvelle technologie, la priorité doit être donnée aux mesures visant à améliorer le **capital humain** (c'est-à-dire les qualifications et les compétences détenues par la main-d'œuvre). Correctement conçues, bon nombre de ces mesures contribueront aussi à réduire les **fossés numérique et du savoir** :

- **Investir dans un enseignement préscolaire et des structures d'accueil des enfants de haute qualité** : Ces investissements sont plus efficaces par rapport au coût que des interventions faites ultérieurement pour remédier à l'échec scolaire, et ils contribuent à élever le taux d'activité.

- **Élever le taux d'achèvement de l'éducation de base et professionnelle et améliorer la qualité du système** : Il faut réduire les taux d'abandon dans l'enseignement secondaire. La maîtrise des TIC fait désormais partie intégrante des compétences de base et doit être améliorée, notamment en recrutant des enseignants qualifiés et en rendant leur rémunération plus compétitive.
- **Améliorer le passage de l'école à la vie active** : Créer ou renforcer des filières qui combinent l'enseignement et l'expérience sur le lieu de travail ; pour assurer l'efficacité du système par rapport à son coût, mettre en place des mécanismes de cofinancement entre les employeurs, les stagiaires et les pouvoirs publics.
- **Renforcer les liens entre l'enseignement supérieur et le marché du travail de manière plus rationnelle** : On peut pour ce faire concevoir des cycles d'enseignement plus courts davantage ciblés sur les besoins du marché du travail. Il serait bon de faire participer les entreprises à la définition des programmes et au financement, et de renforcer les incitations financières liées aux résultats.
- **Offrir de plus larges possibilités de formation** : Offrir aux adultes et aux travailleurs de nouvelles possibilités de suivre un enseignement supérieur. Des instruments originaux, comme les comptes-formation individuels et les systèmes de validation des compétences peuvent renforcer l'incitation à entreprendre une formation et contribuer à maîtriser les coûts. Veiller à ce que la formation en entreprise ne soit pas pénalisée par le système fiscal.
- **Réduire les obstacles à la mobilité professionnelle des travailleurs et permettre à ces derniers de mieux se faire entendre** : La participation des salariés et les modes de gestion efficaces des ressources humaines sont essentiels pour encourager l'évolution et accroître la productivité – autant de facteurs que l'action publique doit favoriser. Veiller à ce que la législation relative à la durée du travail et les réglementations en matière d'emploi n'entravent pas les changements sur le plan de l'organisation du travail ; adapter les mécanismes de négociation collective au nouveau contexte économique.

5. **L'entreprenariat** a toujours eu beaucoup d'importance, mais son rôle est encore plus grand en cette époque d'innovation. Il est fondamental d'instaurer un climat qui permettra de dynamiser la création d'entreprises.

- **Promouvoir l'accès aux financements** : Réformer les réglementations, de même que les dispositions fiscales, qui empêchent le développement de marchés de capital-investissement et de capital-risque et qui limitent l'offre de financement de projets novateurs à haut risque.

- **Faciliter l'entrée et la sortie des entreprises** : Éliminer les réglementations administratives sclérosantes et les éléments du système fiscal qui ont des effets particulièrement nocifs pour les petites entreprises nouvelles à activité technologique ; revoir les régimes trop stricts de faillite et d'insolvabilité lorsqu'ils éliminent toute deuxième chance pour les entrepreneurs ; faire en sorte que le système fiscal soit neutre à l'égard des formules novatrices d'actionnariat ou de rémunération des salariés.
- **Réexaminer les dispositifs publics d'aide et évaluer leur adéquation et leur efficacité** : Adapter les orientations et les programmes qui risquent d'être dépassés plus rapidement qu'auparavant, en entravant la croissance des entreprises ou en freinant la sortie des entreprises non concurrentielles ; recenser et promouvoir les meilleures pratiques dans les dispositifs publics, par exemple le guichet unique pour les formalités administratives.
- **Encourager l'esprit d'entreprise dans l'ensemble de la société** : Susciter une attitude positive à l'égard de l'entrepreneuriat, *via* l'enseignement et *via* la formation à la gestion.

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(00 2001 32 2 P) – n° 81214 2001